



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 14 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1981

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
9

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

1118. Περί κυρώσεως της εἰς Ἀθήνας τὴν 14ην Φεβρουαρίου 1979 ὑπογραφείσης μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἐπαναστατικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γουινέας, συμφωνίας συνεργασίας ἐπὶ θεμάτων θαλασσίας ἀλιείας μετὰ τοῦ συνημμένου εἰς αὐτὴν παραρτήματος καὶ τῆς ἀπὸ 14.2.1979 ἐπιστολῆς. 1
1121. Περί κυρώσεως της εἰς Ἀθήνας ὑπογραφείσης τὴν 10ην Αὐγούστου 1978 μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας συμφωνίας ἀφορώσης εἰς τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων καὶ τοῦ προσδεδότου πρωτοκόλλου αὐτῆς. 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1118

Περί κυρώσεως τῆς εἰς Ἀθήνας τὴν 14ην Φεβρουαρίου 1979 ὑπογραφείσης μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἐπαναστατικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γουινέας, συμφωνίας συνεργασίας ἐπὶ θεμάτων θαλασσίας ἀλιείας μετὰ τοῦ συνημμένου εἰς αὐτὴν παραρτήματος καὶ τῆς ἀπὸ 14.2.1979 ἐπιστολῆς.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαντες:

Ἄρθρον Πρῶτον

Κυροῦνται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Ἀθήνας τὴν 14ην Φεβρουαρίου 1979 ὑπογραφείσα, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἐπαναστατικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γουινέας, συμφωνία συνεργασίας ἐπὶ θεμάτων Θαλασσίας Ἀλιείας καὶ τὸ συνημμένον εἰς αὐτὴν Παράρτημα καὶ ἡ ἀπὸ 14.2.1979 ἐπιστολὴ τῶν ὁποίων τὰ κείμενα εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχουν ὡς ἀκολούθως:

ACCORD

de cooperation en matière de pêche maritime entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire Révolutionnaire de Guinée.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire et Révolutionnaire de Guinée, désireux de promouvoir leur coopération en matière de pêche maritime et se référant à l'article 4 de l'Accord de Coopération Economique, Scientifique, Culturelle et Technique, signé à Conakry le 26 Octobre 1978, et au Protocole de l'Accord de Coopération en matière de Pêche Maritime entre les deux Gouvernements, signé à Conakry le 26 Octobre 1978, sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Le Gouvernement de la République Hellénique, accédant au désir du Gouvernement de la République Populaire et Révolutionnaire de Guinée, assurera par l'intermédiaire des organismes Helléniques compétents une assistance économique et technique à la République Populaire et Révolutionnaire de Guinée dans l'exploitation rationnelle des ressources halieutiques de ses eaux territoriales.

Article 2

L'assistance économique et technique prévue dans l'article 1 du présent accord sera réalisée:

a) Par l'achat de la part du Gouvernement Hellénique pour le compte du Gouvernement Guinéen de cinq (5) chalutiers-congérateurs pour la pêche hauturière au chalut de fond et dont le prix global ne dépasse pas la somme de deux millions cinq cent mille (2.500.000) dollars des Etats Unis. Les caractéristiques techniques des unités susmentionnées sont indiqués dans l'annexe au présent Accord.

b) Par la mise à la disposition du Gouvernement Guinéen d'une somme globale d'une million six cent mille (1.600.000) dollars E.U., destinée à couvrir une partie des frais de fonctionnement des chalutiers et

les frais de l'assistance technique. Le nombre et les qualifications des techniciens Grecs sont indiqués dans l'annexe au présent Accord. La somme indiquée ci-dessus sera répartie en cinq (5) tranches égales. A chaque livraison au Gouvernement Guinéen d'un chalutier congélateur, une tranche de ladite somme sera versée à la Banque Guinéenne du Commerce Extérieur pour le compte du Ministère des Aménagements, Pêche et Elevage.

Article 3

Dans un délai maximum de deux mois à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord, des propositions concrètes doivent être faites à la Guinée par la Partie Hellénique concernant l'achat des chalutiers congélateurs. L'achat desdits chalutiers ne sera effectué qu'après consentement écrit du Gouvernement Guinéen, qui, passé le délai ci-dessus, pourra se procurer les chalutiers nécessaires sur le marché international.

Article 4

La somme de quatre millions cent mille (4.100.000) dollars E.U. destinée à l'achat des chalutiers, aux frais de fonctionnement et à l'assistance technique sera remboursée au Gouvernement Hellénique par l'octroi de la part de la Guinée au Gouvernement Hellénique de licences de pêche pour des chalutiers congélateurs grecs, équipés de chalut de fond et ne jaugeant pas plus de 1000 tonnes par unité.

La valeur des licences ci-dessus sera calculée uniquement sur la base de 150 dollars E.U. par tonneau de jauge brute et par an jusqu'à concurrence de la somme indiquée ci-dessus de 4.100.000 dollars E.U. Le nombre des licences délivrées annuellement ne doit pas excéder les dix mille (10.000) tonnes de jauge brute.

En cas de défaillance d'un chalutier bénéficiaire d'une licence de pêche, ceci peut être remplacé par un autre. Selon la jauge du nouveau chalutier des ajustements de la valeur de la licence seront effectués.

Article 5

Le Gouvernement Guinéen commencera à délivrer des licences de pêche au Gouvernement Hellénique pour des chalutiers Grecs à partir de la date de livraison du premier des cinq chalutiers prévus dans l'article 2.

Article 6

Les chalutiers Grecs opérant dans les eaux territoriales Guinéennes dans le cadre du présent Accord, doivent respecter strictement la réglementation en vigueur, s'acquitter de toutes les taxes portuaires et embaucher des marins Guinéens dans la proportion de 25 % de leurs équipages.

Les salaires et les charges sur les salaires des marins Guinéens sont à la charge de l'armateur.

Les marins Guinéens employés à bord des chalutiers Grecs ont les mêmes droits et les mêmes obligations que les marins Grecs. Le salaire et les charges sur les salaires des marins Guinéens sont fixés par le Code de Travail Guinéen.

Article 7

Une Commission Mixte composée de quatre membres deux de chaque partie contractante, sera formée pour veiller à l'application du présent Accord et pour étudier des propositions concrètes visant à renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine

de la pêche maritime en général et examiner la création d'une société d'économie mixte de pêche en particulier.

En plus la Commission ci-dessus sera chargée du règlement à l'amiable de tout différend qui pourrait surgir par l'application du présent Accord.

Article 8

Les Autorités de la République Populaire et Révolutionnaire de Guinée s'engagent à assurer aux chalutiers Grecs, lesquels, selon le présent Accord, seront autorisés à pêcher dans les eaux territoriales Guinéennes, l'exercice normal et sans entraves de leur activité.

Article 9

Les parties peuvent dénoncer le présent Accord pour cause de Force Majeure avec un préavis de trois mois. Dans ce cas on examinera si la somme disposée par le Gouvernement Hellénique pour l'achat des chalutiers pour le compte du Gouvernement Guinéen, plus celle des frais d'exploitation et de l'assistance technique est équivalente à la valeur des licences de pêche octroyées aux chalutiers grecs. La balance éventuelle en faveur d'une ou de l'autre partie doit être réglée à la partie ayant droit en espèces à la fin de la période du préavis ci-dessus.

Article 10

Le présent Accord entre en vigueur après son approbation par les Autorités compétentes des deux pays selon leurs lois respectives, le délai de ladite approbation ne pouvant pas dépasser les trente jours.

Fait à Athènes le 14 février 1979 en deux originaux en langue Française

Pour le Gouvernement de la République Hellénique	Pour le Gouvernement de la République Populaire et Révolutionnaire de Guinée
STAVROS TATARIDIS	LOUIS HOLIE
Secrétaire d'état A	Ministre des Aménagements
L'Agriculture	pêche et élevage

ANNEXE

1. Caractéristiques des Chalutiers-Congélateurs	
Longueur hors-tout	: 30 à 35 m.
Largeur	: 7 à 7,5 m.
Tirant d'eau	: 3 à 3,5
Puissance moteur principal	: 800 à 1000 CV
Age	: neufs ou utilisés *
Capacité congélation/24 h.	: 12 à 15 T.
Température congélation	: - 40 à - 45° c.
Système de pêche	: Pêche arrière (chalut de fond)

* Dans le cas où les bateaux seraient déjà utilisés, leur âge ne doit pas excéder 4 ans.

2. Techniciens Grecs Necessaires par Chalutier	
Capitaine	: 1
Chef mécanicien	: 1
Frigoriste	: 1
Maître de pont	: 1
Chef Electricien	: 1

Athènes, le 14 Février 1979

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Me référant à l'Accord de Coopération en matière de Pêche, signé ce matin à Athènes, j'ai l'honneur de vous faire savoir que cet Accord n'a aucune incidence sur les Accords de pêche maritime déjà conclus par

des armateurs Grecs privés ou leurs Unions avec le Gouvenement Guinéen.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d' Etat, les assurances de ma très haute considération.

LOUIS HOLIE
Ministre des Aménagements
Pêche et Elevage de la
République de Guinée

Monsieur,
Stavros Tataridis,
Secrétaire d' Etat à
l' Agriculture,
ATHENES

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Συνεργασίας επί Θεμάτων Θαλασσίας Άλιείας μεταξύ
της Κυβερνήσεως της Έλληνικής Δημοκρατίας
και της Κυβερνήσεως της Έπαναστατικής Λαϊκής
Δημοκρατίας της Γουινέας.

Η Κυβέρνησις της Έλληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνησις της Λαϊκής και Έπαναστατικής Δημοκρατίας της Γουινέας, επιθυμούν να προωθήσουν την συνεργασίαν των επί θεμάτων θαλασσίας άλιείας και αναφερόμεναι εις τὸ ἄρθρον 4 τῆς Συμφωνίας Οἰκονομικῆς, Ἐπιστημονικῆς, Πολιτιστικῆς καὶ Τεχνικῆς Συνεργασίας, ὑπογραφείσης ἐν Κονάκρῳ τὴν 26ην Ὀκτωβρίου 1978, καὶ εἰς τὸ Πρωτόκολλον τῆς Συμφωνίας Συνεργασίας, ἐπὶ θεμάτων Θαλασσίας Ἀλιείας μεταξύ τῶν δύο κυβερνήσεων, ὑπογραφέν ἐν Κονάκρῳ τὴν 26ην Ὀκτωβρίου 1978, συνεφώνησαν ὅ,τι ἔπεται :

Ἄρθρον 1.

Η Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, ὑπείκουσα εἰς τὴν ἐπιθυμίαν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς καὶ Ἐπαναστατικῆς Δημοκρατίας τῆς Γουινέας, θὰ ἐξασφαλίσῃ, μέσω τῶν ἀρμοδίων ἑλληνικῶν ὀργανισμῶν, οἰκονομικὴν καὶ τεχνικὴν βοήθειαν πρὸς τὴν Λαϊκὴν καὶ Ἐπαναστατικὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουινέας εἰς τὴν ὀρθολογικὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἀλιευτικῶν πόρων τῶν χωρικῶν ὑδάτων τῆς.

Ἄρθρον 2.

Ἡ ἐν τῷ ἄρθρῳ 1 τῆς παρούσης συμφωνίας προβλεπομένη οἰκονομικὴ καὶ τεχνικὴ βοήθεια θέλει πραγματοποιηθῇ :

α) διὰ τῆς ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γουινέας ἀγορᾶς πέντε (5) μηχανοτρατῶν - ψυγείων διὰ τὴν ἀλιείαν εἰς ἀνοικτὴν θάλασσαν μὲ δίκτυον βυθοῦ συρόμενο καὶ τῶν ὁποίων ἡ συνολικὴ τιμὴ δὲν θὰ ὑπερβαίῃ τὸ ποσὸν τῶν δύο ἑκατομμυρίων πεντακοσίων χιλιάδων δολλαρίων Ἑνωμένων Πολιτειῶν (\$ 2.500.000). Τὰ τεχνικὰ χαρακτηριστικὰ τῶν ἀνωτέρω μονάδων σκαφῶν δεικνύνται εἰς τὸ παράρτημα τῆς παρούσης συμφωνίας.

β) Διὰ τῆς θέσεως εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γουινέας συνολικοῦ ποσοῦ ἴσου πρὸς ἓν ἑκατομμύριον ἑξακοσίας χιλιάδας δολλαρίων Ἑνωμ. Πολιτειῶν (\$ 1.600.000) προοριζομένου νὰ καλύψῃ μέρος τῶν ἐξόδων λειτουργίας τῶν μηχανοτρατῶν καὶ τῶν ἐξόδων τεχνικῆς βοηθείας. Ὁ ἀριθμὸς καὶ τὰ προσόντα τῶν ἑλλήνων τεχνικῶν δεικνύνται εἰς τὸ παράρτημα τῆς παρούσης συμφωνίας. Τὸ ἀνωτέρω ἀναφερόμενον ποσὸν θέλει καταναμεθῇ εἰς πέντε (5) ἴσας δόσεις. Εἰς ἐκάστην παράδοσιν εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς Γουινέας μιᾶς μηχανότρατας - ψυγείου δὰ καταβάλλεται μία δόσις τοῦ ρηθέντος ποσοῦ εἰς τὴν Τράπεζαν Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου τῆς Γουινέας διὰ λογαριασμὸν τοῦ Ὑπουργείου Χωροταξίας, Ἀλιείας καὶ Κτηνοτροφίας.

Ἄρθρον 3.

Ἐντὸς μεγίστης προθεσμίας δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς θέσεως τῆς παρούσης συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ, ῥὰ πρέπει νὰ γίνουν συγκεκριμένα προτάσεις εἰς τὴν Γουινέαν ἀπὸ ἑλληνικῆς πλευρᾶς σχετικῶς μὲ τὴν ἀγορὰν τῶν μηχανοτρατῶν - ψυγείων. Ἡ ἀγορὰ τῶν ρυθισμῶν μηχανοτρατῶν δὲν θὰ γίνῃ εἰμὴ μετὰ ἔγγραφον συναίνεσιν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γουινέας, ἥτις, μετὰ τὴν ἀπόδοτον τῆς ἀνωτέρω προθεσμίας, θὰ δύνηται νὰ προμυθισθῇ τὰς ἀναγκαίας μηχανότρατας ἀπὸ τὴν διεθνή ἀγοράν.

Ἄρθρον 4.

Τὸ ποσὸν τῶν τεσσάρων ἑκατομμυρίων ἑκατὸν χιλιάδων δολλαρίων Ἑνωμένων Πολιτειῶν (\$ 4.100.000) διὰ τὴν ἀγορὰν τῶν μηχανοτρατῶν, τὰ ἔξοδα λειτουργίας καὶ τὴν τεχνικὴν βοήθειαν θὰ ἐπιστραφῇ τρόπον τινὰ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν ἀπὸ πλευρᾶς τῆς Γουινέας, διὰ τῆς

παροχῆς ἀδείας εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν διὰ τὴν ἀλιείαν, ὑπὸ ἑλληνικῶν μηχανοτρατῶν - ψυγείων, ἐξωπλισμένων μὲ δίκτυον (συρόμενον) βυθοῦ, ἐκτοπίσματος μέχρι 1.000 τόννων κατὰ σκάφος τὸ πολὺ.

Ἡ ἀξία τῶν ἀνωτέρω ἀδειῶν θὰ ὑπολογίζεται ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον ἐπὶ τῇ βάσει τῶν 150 δολλαρίων Ἑνωμένων Πολιτειῶν κατὰ κόρον ὀλικῆς χωρητικότητος κατ' ἔτος μέχρις ἐξισώσεως τοῦ ἀνωτέρω ποσοῦ τῶν 4.100.000 δολλαρίων Ἑνωμένων Πολιτειῶν. Ὁ ἀριθμὸς τῶν κατ' ἔτος χορηγηθησομένων ἀδειῶν ἐτησίως δὲν θὰ πρέπει νὰ ὑπερβαίῃ τοὺς δέκα χιλιάδας κόρους (10.000) ὀλικῆς χωρητικότητος.

Εἰς περίπτωσιν ἀδυναμίας δι' ἐργασίαν μιᾶς μηχανότρατας δικαιοῦχου ἀδείας ἀλιείας, αὕτη θὰ δύνηται νὰ ἀντικαθίσταται διὰ μιᾶς ἄλλης. Θὰ ἐπιφέρονται δὲ προσαρμογαὶ εἰς τὴν ἀξίαν τῆς ἀδείας ἀναλόγως μὲ τὴν χωρητικότητα τῆς νέας μηχανότρατας.

Ἄρθρον 5.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Γουινέας θὰ ἀρχίσῃ νὰ χορηγῇ ἀδείας ἀλιείας εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν δι' ἑλληνικὰς μηχανότρατας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς παραδόσεως τῆς πρώτης τῶν ἐν ἄρθρῳ 2 προβλεπομένων πέντε μηχανοτρατῶν.

Ἄρθρον 6.

Αἱ ἑλληνικαὶ μηχανότραται αἱ ἀλιεύουσαι εἰς τὰ χωρικά ὕδατα τῆς Γουινέας εἰς τὰ πλαίσια τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὀφείλουν νὰ σέβωνται ἀπολύτως τοὺς κειμένους κανονισμοὺς, νὰ καταβάλλουν ὅλα τὰ λιμενικὰ τέλη καὶ νὰ προσλαμβάνουν ναυτικούς ὑπὸ τὴν ἐπικράτειαν τῆς Γουινέας εἰς ἀναλογία 25 % τοῦ πληρώματός των.

Οἱ μισθοὶ καὶ αἱ ἐπὶ τῶν μισθῶν κρατήσεις τῶν ναυτικῶν ὑπηκόων τῆς Γουινέας θὰ βαρύνουν τὸν ἐφοπλιστὴν.

Οἱ ἐπὶ τῶν ἑλληνικῶν μηχανοτρατῶν ναυτολογημένοι ὑπῆκοοι τῆς Γουινέας ἔχουν τὰ αὐτὰ δικαιώματα καὶ τὰς αὐτὰς ὑποχρεώσεις μὲ τοὺς ἑλλήνας ναυτικούς. Ὁ μισθὸς καὶ ἐπὶ τοῦ μισθοῦ κρατήσεις τῶν ναυτικῶν ὑπηκόων τῆς Γουινέας καθορίζονται ἀπὸ τὸν Κώδικα Ἐργασίας τῆς Γουινέας.

Ἄρθρον 7.

Θὰ συσταθῇ μία Μικτὴ Ἐπιτροπὴ, ἀποτελουμένη ἀπὸ 4 μέλη, δύο ἐξ ἐκάστης τῶν συμβαλλομένων χωρῶν, διὰ νὰ ἐποπτεύῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας, καὶ διὰ νὰ μελετήσῃ τὰς συγκεκριμένας προτάσεις τὰς σκοπούσας εἰς τὴν ἐνίσχυσιν τῆς συνεργασίας μεταξύ τῶν δύο χωρῶν εἰς τὸν τομέα τῆς θαλασσίας ἀλιείας ἐν γένει, καὶ νὰ ἐξετάσῃ τὴν σύστασιν μιᾶς μικτῆς οἰκονομικῆς ἐταιρείας ἀλιείας εἰδικώτερον.

Πρὸς τοῦτοίς, ἡ ἀνωτέρω Ἐπιτροπὴ θὰ εἶναι ἐπιφορτισμένη μὲ τὸν φιλικὸν διακανονισμὸν πάσης διαφορᾶς ἥτις ἦθελεν ἐνδεχομένως ἀνακύψῃ ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης συμφωνίας.

*Αρθρον 8.

Αι άρχαι τής Λαϊκής και Έπαναστατικής Δημοκρατίας τής Γουινέας αναλαμβάνουν την ύποχρέωσιν να εξασφαλίζουν εις τας έλληνικάς μηχανότρατας, αλίτινες, βάσει τής παρούσης συμφωνίας, θα είναι εξουσιοδοτημένοι να άλιεύουν εις τὰ χωρικά ύδατα τής Γουινέας, την κανονικήν και άνευ παρεμποδίσων άσκησιν τής δραστηριότητός των.

*Αρθρον 9.

Τὰ μέρη δύνανται να καταγγείλουν την παρούσαν συμφωνίαν διά λόγους άνωτέρας βίας με τρίμηνον προειδοποίησιν. Εις την περίπτωση ταύτην, θα έξετασθί έάν τὸ ποσὸν όπερ θα έχη διαθέσει ή Έλληνική Κυβέρνησις, διά την άγοράν των μηχανοτρατών διά λογαριασμόν τής Κυβερνήσεως τής Γουινέας, πλέον των ποσών διά τὰ έξοδα λειτουργίας και τεχνικής βοήθειας, είναι ίσον πρὸς την αξίαν των εις τας έλληνικάς μηχανότρατας παραχωρηθεισών άδειών άλιείας.

Τὸ τυχόν ύπόλοιπον ύπὲρ τής μιᾶς ή τής άλλης πλευράς θα κανονισθί εις τὸ δικαιούχον μέρος μετρητοῖς κατὰ την λήξιν τής προρρηθείσης περιόδου προειδοποιήσεως.

*Αρθρον 10.

Η παρούσα Συμφωνία τίθεται εν ισχύ μετὰ την έγκρισίν της, ύπὸ των άρμοδίων άρχών των δύο χωρῶν, συμφώνως με τὰς αντίστοιχους νομοθεσίας των, τής προθεσμίας τής εν λόγω έγκρίσεως μη δυναμένης να υπερβίη τὰς τριάκοντα ημέρας.

Έγένετο εν Αθήναις, τή 14 Φεβρουαρίου 1979 εις δύο πρωτότυπα, εις την γαλλικήν γλώσσαν.

Διά την Κυβέρνησιν τής Έλληνικής Δημοκρατίας:
(ύπογραφή) ΣΤΑΥΡΟΣ ΤΑΤΑΡΙΔΗΣ)
Υφυπουργός Γεωργίας

Διά την Κυβέρνησιν τής Λαϊκής
και Έπαναστατικής Δημοκρατίας τής Γουινέας
(ύπογραφή) LOUIS HOLIE
Υπουργός Χωροταξίας,
Άλιείας και Κτηνοτροφίας

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

1. Χαρακτηριστικά των Μηχανοτρατών - Ψυγείων.

Όλικόν μήκος : 30 έως 35 μ.

Πλάτος : 7 έως 7,5 μ.

Βύθισμα : 3 έως 3,5 μ.

Ισχύς κυρίου κινητήρος : 800 έως 1000 CV

Ηλικία : Καινουργή ή μεταχειρισμένα (εις την περίπτωση τὰ σκάφη είναι ήδη μεταχειρισμένα ή ηλικία των δέν θα πρέπει να υπερβαίνη τὰ 4 έτη).

2. Έλληνες τεχνικοί άναγκαίοι κατὰ μηχανότραταν.

Πλοίαρχος : 1

Άρχιμηχανικός : 1

Ψυκτικός : 1

Λοστρόμος : 1

Α' Ηλεκτρολόγος : 1

Αθήναι, 14.2.1979

Κύριε Υφυπουργέ,

Αναφερόμενος εις την Συμφωνίαν Συνεργασίας επί θεμάτων άλιείας, ύπογραφεΐσαν σήμερα την πρώτην εις Αθήνας, έχω την τιμήν να σᾶς γνωρίσω ότι ή Συμφωνία αύτη ούδεμίαν επίπτωσιν έχει επί των Συμφωνιών άλιείας αλίτινες έχουν ήδη συναφθί ύπὸ ιδιωτών έλλήνων έφοπλιστών ή των ενώσεών των μετὰ τής Κυβερνήσεως τής Γουινέας.

Δεχθίτε, Κύριε Υφυπουργέ, την έκφρασιν τής μεγίστης μου εκτιμήσεως

LOUIS HOLIE

Υπουργός Χωροταξίας,
Άλιείας και Κτηνοτροφίας
τής Δημοκρατίας τής Γουινέας

Κον Σταύρον Ταταρίδην
Υφυπουργόν Γεωργίας,
Αθήνας

*Αρθρον Δεύτερον.

Τὰ εις εκτέλεσιν τής παρούσης συμφωνίας καταρτιζόμενα ύπὸ τής Μικτής Έπιτροπής τοῦ άρθρου 7 αύτῆς, Πρωτόκολλα Πρακτικά έγκρίνονται διά κοινῆς πράξεως των άρμοδίων Υπουργών.

*Αρθρον Τρίτον.

Η ισχύς τοῦ παρόντος άρχεται από τής δημοσιεύσεώς του διά τής Έφημερίδος τής Κυβερνήσεως.

Ο παρών νόμος ψηφισθείς ύπὸ τής Βουλῆς και παρ' Ημών σήμερα κυρωθείς, δημοσιευθήτω εις την Έφημερίδα τής Κυβερνήσεως και εκτελεσθήτω ως νόμος τοῦ Κράτους.

Εν Αθήναις τή 7 Ιανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΑΝΑΠΛΗΡΩΤΗΣ ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΓΕΩΡΓΙΑΣ
Μ. ΕΒΕΡΤ ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

Έθεωρήθη και έτέθη ή μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Εν Αθήναις τή 12 Ιανουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1121

Περὶ κυρώσεως τῆς εις Αθήνας ύπογραφείσης την 10ην Αύγουστου 1978 μεταξύ των Κυβερνήσεων τῆς Έλληνικής Δημοκρατίας και τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας Συμφωνίας άφορώσης εις τὰς οδούς μεταφορὰς επιβατῶν και έμπορευμάτων και τοῦ προσθέτου πρωτοκόλλου αύτῆς.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι όμοφώνως μετὰ τής Βουλῆς, άπεφασίσαμεν:

*Αρθρον πρώτον.

Κυροῦται και έχει ισχύν νόμου ή ύπογραφεΐσα εις Αθήνας την 10ην Αύγουστου 1978 μεταξύ των Κυβερνήσεων τῆς Έλληνικής Δημοκρατίας και τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας Συμφωνία διεθνῶν οδικῶν μεταφορῶν επιβατῶν και έμπορευμάτων μετὰ τοῦ προσθέτου πρωτοκόλλου αύτῆς, των όποίων τὰ κείμενα εις πρωτότυπον εις τῶν Αγγλικήν και εις μετάφρασιν εις την Έλληνικήν γλώσσαν έχουν ως ακόλουθως:

AGREEMENT

Between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the Kingdom of Norway on the International Carriage of Passengers and Goods by Road.

The Government of the Hellenic Republic and the Government of the Kingdom of Norway desiring to

facilitate the international carriage of passengers and goods by road between and in transit through their territories, have agreed as follows :

I. DEFINITIONS

Article 1

1. The term «vehicle» means a motor vehicle designed :

- a) for the transportation of more than eight seated passengers, excluding the driver ;
- b) for the transportation of goods, including trailers and semitrailers.

2. The term «carrier» means a person, physical or legal, duly authorised to execute international transport, according to the national regulations of the country where the vehicle is registered.

II. PASSENGER TRANSPORT

Article 2

Regular passenger bus services between the two countries need authorization from the competent authorities of both Contracting Parties. Applications for such authorizations shall be submitted and dealt with in accordance with a procedure to be established jointly by these authorities.

Article 3

Passenger transports other than regular services, which are to be performed by carriers of one Contracting Party with a bus registered in the territory of that Contracting Party to or from the territory of the other Contracting Party, require previous authorization from the competent authority of the latter Contracting Party except if the passengers are being carried :

- a) on a round trip beginning and ending in the territory of the Contracting Party where the vehicle is registered, or
- b) on a journey starting in the country where the vehicle is registered and ending in the territory of the other Contracting Party, provided that the vehicle returns empty to the Country where it is registered.

III. GOODS TRANSPORT

Article 4

Carriers of one Contracting Party, who in accordance with their national legislation have the right to perform transports of goods, may perform such transports, except those specified in article 5, between the territories of the two Contracting Parties and in transit through their territories without any previous authorization.

Article 5

Carriers of one Contracting Party may not perform transports between the territory of the other Contracting Party and the territory of a third country unless a special authorization has been granted for this purpose by the competent authority of the other Contracting Party.

IV. OTHER PROVISIONS

Article 6

Nothing in this Agreement shall be held to permit carriers of one Contracting Party to pick up passengers or goods in the territory of the other Contra-

cting Party for carriage to any other place in that same territory.

Article 7

If the weight and dimensions of any vehicle intended to be used for transports between the territories of the Contracting Parties exceed what is permitted on the territory of one of the Contracting Parties, a special authorization is needed from the competent authority of that Contracting Party.

Article 8

Vehicles which are registered in the territory of one of the Contracting Parties and temporarily imported into the territory of the other Contracting Party shall be exempted from the taxes and charges levied on the possession of vehicles in that territory. This exemption shall not apply to tolls, taxes or charges on consumption, or circulation.

Article 9

1. Spare parts, temporarily imported into the territory of the other Contracting Party for the repair of vehicles performing transport operations within the scope of this Agreement, are exempt from customs duties and all other taxes and charges on import on the basis of a document of temporary importation issued by the customs authorities of entry.

2. Unused spare parts shall be reexported.

3. The replaced parts shall be transported back to the country of registration under customs control.

Article 10

The appropriate licences referred to in this Agreement must be kept with the vehicle on every journey performed in the territory of the other Contracting Party and on demand be produced to control authorities.

Article 11

Carriers of each Contracting Party shall, when in the territory of the other Contracting Party, be bound to comply with the laws and regulations concerning road transport and road traffic and hours of work, rest and maximum driving periods which are in force in the territory of the latter Contracting Party.

Article 12

1. If a carrier of one Contracting Party when in the territory of the other Contracting Party infringes any provision of this Agreement, then the competent authority of the latter may inform the competent authority of the first Contracting Party of the circumstances.

2. In case of any infringement referred to in paragraph (1) of this Article the competent authority of the Contracting Party in whose territory the infringement occurred may request the competent authority of the other Contracting Party.

a) to communicate a warning to that carrier, with a notification that any subsequent offence may lead to the withdrawal of the right to enter the territory where the infringement occurred for such period as may be specified ; or

b) to notify the carrier of such withdrawal.

3. The competent authority receiving any such request shall as soon as reasonably practicable inform the competent authority of the other Contracting Party of the measures taken accordingly.

Article 13

The competent authorities of the Contracting Parties shall keep in direct contact with each other regarding any questions arising from the application of this Agreement.

Article 14

Matters not covered by the provisions of this Agreement or by the provisions of International conventions to which the two Countries are parties, shall be governed by the provisions of the national legislation of either Contracting Party.

Article 15

This Agreement shall be approved in accordance with the constitutional requirements of each Contracting Party and enter into force on the day when the Contracting Parties inform each other through diplomatic channels that such approval has been obtained. This Agreement shall remain in force unless it is terminated by either Contracting Party giving six months notice thereof to the other Contracting Party.

Done in duplicate in Athens, this 10th day of August 1978 in the English language.

For the Government of
the Hellenic Republic

For the Government of
the Kingdom of Norway

ADDITIONAL PROTOCOL

To the Agreement between the Government of the Hellenic Republic and the Government of the Kingdom of Norway on the International Carriage of Passengers and Goods by Road.

1. For the purpose of this Agreement the competent authorities are for the Norwegian side

a) according to Articles 2, 3, 5, 12 and 13

Samferdselsdepartementet

Dep., Oslo 1

Norway

Telephone 11 90 90

b) according to Article 7

Verdirektoratet

Boks 8109 Dep.

Oslo 1

Norway

For the Greek side

Ministry of Communications, General

Directorate of Transport

13, Xenophontos Street

Athens

2. In relation to Article 8 the Contracting Parties agreed that

a) the term «taxes or charges on consumption» shall include, with regard to Norway, the kilometre tax (KILOMETERAVGIFT),

b) the term «taxes on circulation» shall include, with regard to Greece, the circulation tax (TELI KY-KLOFORIAS KAI STATHMEFSEOS).

3. With reference to Article 15 of the Agreement, the Contracting Parties agreed that the provisions of the Agreement shall be applied temporarily from the day of signature until the day when the Agreement enters into force.

Done in duplicate in Athens, this 10th day of August 1978 in English language.

For the Government of
the Hellenic Republic

For the Government of
the Kingdom of Norway

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ της Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου της Νορβηγίας διὰ τὴν Διεθνῆ Μεταφορὰ Ταξειδιωτῶν καὶ Ἐμπορευμάτων Ὀδικῶς.

Ἡ Ὑβέρνηση τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας, ἀποσκοποῦσαι εἰς τὴν διευκόλυνσιν τῆς διεθνoῦς μεταφορᾶς ταξειδιωτῶν καὶ ἔμπορευμάτων ὀδικῶς μεταξύ τῶν δύο χωρῶν καὶ τράνζιτ διὰ τῶν ἐδαφῶν των, συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

I. ΟΡΙΣΜΟΙ

Ἄρθρον 1.

1. Ὁ ὅρος «ὄχημα» σημαίνει αὐτοκίνητον προοριζόμενον διὰ :

α) Τὴν μεταφορὰν περισσοτέρων τῶν ὀκτῶ καθημένων ἀτόμων, μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ ὀδηγοῦ.

β) Τὴν μεταφορὰν ἔμπορευμάτων, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ρυμουλκουμένων καὶ ἡμιρυμουλκουμένων ὀχημάτων.

2. Ὁ ὅρος «μεταφορεὺς» σημαίνει πρόσωπον, φυσικὸν ἢ νομικόν, νομίμως ἐξουσιοδοτημένον νὰ ἐκτελῇ διεθνεῖς μεταφορὰς συμφώνως πρὸς τοὺς ἐθνικοὺς κανονισμοὺς τῆς χώρας, εἰς τὴν ὁποίαν εἶναι ἀπογεγραμμένος τὸ ὄχημα.

II. ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΤΑΞΕΙΔΙΩΤΩΝ

Ἄρθρον 2.

Διὰ τὰς τακτικὰς διὰ λεωφορείων ὑπηρεσίας ταξειδιωτῶν μεταξύ τῶν δύο χωρῶν ἀπαιτεῖται ἄδεια τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν ἀμφοτέρων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Αἰτήσεις διὰ τὰς ἐν λόγω ἁδείας θὰ ὑποβάλλωνται καὶ θὰ ἐξετάζωνται κατὰ διαδικασίαν καθοριζομένην ἀπὸ κοινοῦ ὑπὸ τῶν ἀρχῶν αὐτῶν.

Ἄρθρον 3.

Διὰ μεταφορὰς ταξειδιωτῶν ἄλλας ἐκτὸς τῶν τακτικῶν ὑπηρεσιῶν, πραγματοποιούμενας ὑπὸ μεταφορέων ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους διὰ λεωφορείου ἀπογεγραμμένου εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους πρὸς ἢ ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἀπαιτεῖται προηγουμένη ἄδεια τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἐτέρου τούτου Συμβαλλομένου Μέρους, ἐκτὸς ἐὰν οἱ ταξειδιῶται μεταφέρονται :

α) Διὰ ταξίδιον ἀρχόμενον καὶ λήγον εἰς τὸ ἐδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ὅπου τὸ ὄχημα εἶναι ἀπογεγραμμένον ἢ

β) Διὰ ταξίδιον ἀρχόμενον εἰς τὴν χώραν ὅπου τὸ ὄχημα εἶναι ἀπογεγραμμένον καὶ λήγον εἰς τὸ ἐδαφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ ὄχημα θὰ ἐπιστρέψῃ κενὸν εἰς τὴν χώραν, εἰς τὴν ὁποίαν εἶναι ἀπογεγραμμένον.

III. ΜΕΤΑΦΟΡΑ ΑΓΑΘΩΝ

Ἄρθρον 4.

Μεταφορεῖς τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, οἵτινες συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τῆς χώρας των ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ πραγματοποιοῦν μεταφορὰς ἀγαθῶν, δύνανται νὰ πραγματοποιοῦν, τοιαύτας μεταφορὰς ἐκτὸς τῶν ὀριζόμενων εἰς τὸ ἄρθρον 5 μεταξύ τῶν ἐδαφῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ τράνζιτ διὰ μέσου τῶν ἐδαφῶν των, ἄνευ προηγουμένης ἁδείας.

Ἄρθρον 5.

Μεταφορεῖς τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιοῦν μεταφορὰς μεταξύ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ τοῦ ἐδάφους τρίτης χώρας ἐκτὸς ἐὰν εἰδικὴ ἄδεια ἔχει χορηγηθῇ διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἐτέρου τούτου Συμβαλλομένου Μέρους.

IV. ΛΟΙΠΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

"Αρθρον 6.

Οὐδὲν ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ δύναται νὰ θεωρηθῇ ὡς ἐπιτρέπον εἰς τοὺς μεταφορεῖς τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους νὰ παραλαμβάνουν ἐπιβάτας ἢ ἀγαθὰ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ μεταφορὰν εἰς οἷον-δήποτε ἄλλον τόπον ἐντὸς τοῦ ἰδίου τούτου ἔδαφους.

"Αρθρον 7.

Ἐὰν τὸ βάρος καὶ αἱ διαστάσεις οἰουδήποτε ὀχήματος προοριζομένου νὰ χρησιμοποιηθῇ διὰ μεταφορὰς μεταξύ τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ὑπερβαίνει τὰ ἐπιτρεπόμενα εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀπαιτεῖται εἰδικὴ ἄδεια τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ Συμβαλλομένου τούτου Μέρους.

"Αρθρον 8.

Ὀχήματα τὰ ὁποῖα εἶναι ἀπογεγραμμένα εἰς τὸ ἔδαφος ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ προσωρινῶς εἰσαγόμενα εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους ἀπαλλάσσονται τῶν φόρων καὶ τελῶν ἐπὶ τῆς κατοχῆς ὀχημάτων εἰς τὸ ἔδαφος τούτου. Ἡ ἀπαλλαγὴ αὕτη δὲν ἰσχύει διὰ διόδια, φόρους ἢ τέλη ἐπὶ καταναλώσεως ἢ κυκλοφορίας.

"Αρθρον 9.

1. Ἐξαρτήματα, προσωρινῶς εἰσαχθέντα ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὴν ἐπισκευὴν ὀχημάτων πραγματοποιούντων μεταφορὰς κατὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀπαλλάσσονται τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ ὅλων τῶν λοιπῶν φόρων καὶ τελῶν, ἐπὶ τῇ βάσει ἐγγράφου προσωρινῆς εἰσαγωγῆς, ἐκδιδομένου ὑπὸ τῶν τελωνειακῶν ἀρχῶν εἰσόδου.

2. Μὴ χρησιμοποιηθέντα ἐξαρτήματα ἐπανεξάγονται.

3. Τὰ ἀντικατασταθέντα ἐξαρτήματα δεόν νὰ μεταφέρονται εἰς τὴν χώραν ἀπογραφῆς ὑπὸ τελωνειακὸν ἔλεγχο.

"Αρθρον 10.

Αἱ ἄδειαι αἱ ἀναφερόμεναι εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν πρέπει νὰ εὐρίσκονται ἐντὸς τοῦ ὀχήματος εἰς ἐκάστην διαδρομὴν πραγματοποιουμένην ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ νὰ δεικνύονται εἰς ἐκάστην ζήτησιν τῶν ἀρχῶν ἐλέγχου.

"Αρθρον 11.

Μεταφορεῖς ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δταν εὐρίσκονται εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ὀφείλουν νὰ συμμορφώνονται πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἀφορῶντας εἰς τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς καὶ τὴν ὁδικὴν κυκλοφορίαν ὡς καὶ εἰς τὰς ὥρας ἐργασίας, ἀναπαύσεως καὶ μεγίστης χρονικῆς διαρκείας ὁδηγήσεως οἱ ὁποῖοι ἰσχύουν εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

"Αρθρον 12.

1. Ἐὰν μεταφορεὺς ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους εὐρίσκεται ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ παραβῇ οἰανδήποτε τῆς παρούσης Συμφωνίας διάταξιν, τότε ἡ ἀρμόδια ἀρχὴ τοῦ ἐτέρου τούτου Συμβαλ-

λομένου Μέρους δύναται νὰ ἐνημερώσῃ τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ πρώτου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὰ γεγονότα.

2. Εἰς περίπτωσιν παραβάσεως ἀναφερομένης εἰς τὴν παράγραφον (1) τοῦ παρόντος "Αρθρου, ἡ ἀρμοδία ἀρχὴ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἐντὸς, τῆς ἐπικρατείας τοῦ ὁποίου ἐγένετο ἡ παράβασις δύναται νὰ ζητήσῃ ἀπὸ τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους :

α) Νὰ κοινοποιήσῃ εἰδοποιήσιν εἰς τὸν μεταφορέα μὲ τὴν προειδοποιήσιν ὅτι εἰς ἐπομένην παράβασιν θὰ στερηθῇ τοῦ δικαιώματος εἰσόδου εἰς τὴν ἐπικράτειαν, ἐντὸς τῆς ὁποίας ἐγένετο ἡ παράβασις, ἐπὶ ὠρισμένην χρονικὴν περίοδον ἢ

β) Νὰ κοινοποιήσῃ εἰς τὸν μεταφορέα τὴν ἐν λόγῳ στέρξιν.

3. Ἡ ἀρμοδία ἀρχὴ λαμβάνουσα τοιαύτην αἴτησιν δεόν νὰ ἐνημερώσῃ τὸ ταχύτερον δυνατόν τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὰ ληφθέντα μέτρα.

"Αρθρον 13.

Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων θὰ διατηροῦν ἀμείνων ἐπαφὴν μεταξύ των σχετικῶς μὲ οἰαδήποτε προβλήματα προκύπτοντα ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

"Αρθρον 14.

Θέματα μὴ καλυπτόμενα ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ ὑπὸ τῶν διατάξεων Διεθνῶν Συμβάσεων εἰς τὰς ὁποίας συμμετέχουν αἱ δύο Χῶραι, θὰ διέπονται ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

"Αρθρον 15.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία δεόν νὰ ἐγκριθῇ συμφώνως πρὸς τὰς συνταγματικὰς ἀπαιτήσεις ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ τεθῇ δὲ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμέραν κατὰ τὴν ὁποίαν τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ πληροφορήσουν τὸ ἐν τὸ ἔτερον διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ὅτι συνεπληρώθησαν αἱ ἀπαιτούμεναι συνταγματικαὶ διατυπώσεις. Ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ, ἐκτὸς ἐὰν καταγγελθῇ ὑφ' ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, μὲ εἰδοποιήσιν, δίδουσαν προθεσμίαν ἕξ μηνῶν πρὸς τοῦτο εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν εἰς Ἀθήνας, τὴν 10ην Αὐγούστου 1978 εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν.

Ὑπογραφή διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
Ὑπογραφή διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Εἰς τὴν Συμφωνίαν μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας διὰ τὴν Διεθνή Μεταφορὰν Ταξιδιωτῶν καὶ Ἀγαθῶν Ὀδικῶς.

1. Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμφωνίας αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ εἶναι ἀπὸ Νορβηγικῆς πλευρᾶς :

α) Βάσει τῶν "Αρθρων 2,3,5,12 καὶ 13.
SAMFERDSELSDEPARTEMENTET
Dep., Oslo 1
Νορβηγία
Τηλέφωνον 11 90 90

β) Βάσει τοῦ Ἀρθροῦ 7.

VEGDIRECTORATET

Boks 8109

Dep., Oslo 1

Νορβηγία

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν πλευράν.

Ἵπουργεῖον Συγκοινωνιῶν

Γενικὴ Διεύθυνσις Μεταφορῶν

Ὁδὸς Ξενοφώντος 13

Ἀθῆναι.

2. Ἐν σχέσει μὲ τὸ Ἀρθρον 8 τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συνεφώνησαν ὅτι :

α) Ὁ ὅρος «φόροι ἢ τέλη ἐπὶ καταναλώσεως» θὰ περιλαμβάνη, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν Νορβηγίαν, τὸ χιλιόμετρικὸ φόρον (Kilometeravgift).

β) Ὁ ὅρος «φόροι ἐπὶ τῆς κυκλοφορίας» θὰ περιλαμβάνη, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν Ἑλλάδα, τὸν φόρον κυκλοφορίας (Τέλη Κυκλοφορίας καὶ Σταθμεύσεως).

3. Σχετικῶς μὲ τὸ Ἀρθρον 15 τῆς παρούσης Συμφωνίας τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συνεφώνησαν ὅτι αἱ διατάξεις τῆς Συμφωνίας θὰ ἰσχύσουν προσωρινῶς ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς ἕως τῆς ἡμέρας θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς Συμφωνίας.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν εἰς Ἀθήνας, σήμερον τὴν 10ην Αὐγούστου 1978, εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν.

Ἵπογραφή διὰ τὴν
Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς
Δημοκρατίας

Ἵπογραφή διὰ τὴν
Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου
τῆς Νορβηγίας

Ἀρθρον Δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ

ΓΕΩΡΓ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐδευορήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ